

Curriculum de l'enseignement des 3e et 4e secondaires du Québec : des modifications sont nécessaires.

Au printemps 2016, le gouvernement libéral du Québec a annoncé qu'il mettrait en œuvre une réforme du programme d'histoire des 3e et 4e secondaires de la province, un programme d'histoire qui avait été lancé par le précédent gouvernement péquiste. Apparemment, cette réforme visait à répondre à ce qui était largement reconnu comme un problème structurel du programme que beaucoup plusieurs estimaient être une source de confusion induite pour les étudiants, à savoir l'approche thématique plutôt que chronologique du programme actuel du 4e secondaire. Cependant, grâce aux efforts de lobbying de La Coalition pour l'histoire, un organisme fondé et financé par certains des éléments les plus conservateurs du mouvement nationaliste québécois, cette réforme est allée bien au-delà des changements apportés à la structure du programme. Elle est allée modifier le contenu du cours pour refléter les étroits points de vue idéologiques de La Coalition pour l'histoire et de ses partisans.

Que demandons-nous?

D'abord et avant tout, nous voulons un programme dont le contenu reconnaît la complexité et la diversité de la société québécoise et qui oblige les élèves à développer leurs aptitudes à la réflexion critique dans l'examen des événements historiques. Un programme qui cherche à endoctriner les élèves avec un récit simpliste motivé par des considérations idéologiques est une insulte à l'intelligence des étudiants et un mauvais service à la société en général. Pour être clairs, nous ne demandons pas de remplacer une étroite vision idéologique de l'histoire par une autre. Il ne s'agit pas de remplacer un récit souverainiste par un récit fédéraliste ou un récit conservateur par un libéral. Les perspectives nationalistes conservatrices existent et ont leur place dans l'enseignement de l'histoire du Québec. Mais, comme d'autres courants importants de pensée, ils doivent être présentés comme des perspectives et non comme l'unique récit définissant structurant.

Nous voulons un programme qui traite de l'histoire autochtone comme indiqué aux points 62, 63 et 64 des appels à l'action lancés par la Commission de la vérité et de la réconciliation (CVR). La réforme actuelle a ignoré ces recommandations. Nous voulons également un programme qui tient compte des recherches actuelles sur l'histoire autochtone, c'est-à-dire un programme qui révèle le rôle actif joué par les peuples autochtones dans la construction de l'histoire nord-américaine dans chaque période historique, plutôt que de les représenter seulement comme des victimes malheureuses et passives de la colonisation. Pour atteindre ces objectifs, il faudra procéder à de vastes consultations avec les communautés autochtones et les universitaires à chaque étape du processus d'élaboration des programmes.

Nous voulons un programme qui reconnaît les luttes et les contributions positives des diverses minorités ethniques et des communautés locales du Québec. Les étudiants doivent apprendre à connaître les 4 000 Noirs et Autochtones asservis qui ont subi l'esclavage au Québec pendant le régime français, les luttes contre la discrimination des immigrants juifs, italiens et grecs pendant les premières vagues d'immigration, les efforts récents pour accueillir les réfugiés fuyant la guerre et l'oppression dans des endroits comme le Vietnam, le Liban, le Chili, Haïti ou la Syrie. L'histoire de la communauté noire québécoise doit aussi être intégrée au programme d'études plutôt que de laisser l'enseignement à la discrétion de chaque enseignant. Le programme actuel a complètement omis les contributions historiques de ses communautés minoritaires du Québec. Aucune communauté les communautés qui ont contribué au développement de la société québécoise ne doivent pas être rendues invisibles ou diabolisées.

Nous voulons un programme qui reconnaît la diversité de la communauté anglophone du Québec et ses contributions positives à la société québécoise. Les étudiants doivent savoir que la majorité des anglophones du Québec ne faisaient pas partie d'une élite vivant dans le « Golden Square Mile » (« Mille carré doré »). Beaucoup étaient irlandais de classe ouvrière qui a et subissaient d'innombrables indignités aux mains de la classe marchande

britannique. Certains, comme lors des rébellions de 1837, ont même travaillé main dans la main avec les francophones résistant à l'autorité britannique. D'autres encore, comme les femmes anglophones qui ont participé aux débuts du mouvement féministe québécois, ont apporté d'importantes contributions positives pour faire du Québec une société plus égalitaire. Le programme actuel réduit la communauté anglophone du Québec à un bloc monolithique d'élites qui cherchent à entraver l'amélioration de la société à tout moment.

Nous voulons un programme qui reconnaît les évolutions importantes de l'histoire du Québec qui ont été motivées par des valeurs politiques progressistes.

Les étudiants doivent connaître le Rapport Parent, la résistance à Duplessis dirigée par des individus comme Georges-Henri Lévesque et des institutions comme la revue Cité Libre et le nationalisme inclusif de René Lévesque. Le programme actuel omet cette histoire progressive et offre plutôt une vision très conservatrice de l'histoire québécoise où, par exemple, même des personnalités largement critiquées comme Maurice Duplessis sont redéfinies comme étant des défenseurs de l'autonomie québécoise.

Ce que nous ne demandons pas

Afin que l'objectif de cette déclaration soit 100 % clair et transparent, nous allons souligner certaines choses que nous ne demandons pas, afin d'éviter toute confusion.

Nous ne demandons pas la « dénationalisation » du programme. Les références à la nation québécoise et diverses formes de conscience nationale existaient dans le programme avant cette réforme et devraient continuer à le faire.

Nous ne demandons pas que l'accent du programme soit porté uniquement sur la majorité francophone du Québec. Dire que nous voulons un programme qui englobe les minorités ethniques et les communautés autochtones ne signifie pas que nous voulons qu'elles soient accordées un poids égal à la majorité francophone.

En suggérant que la diversité et les contributions positives de la communauté anglophone soient reconnues, nous ne suggérons en aucune façon que les diverses mesures négatives du régime britannique et de la classe commerçante anglaise doivent être omises ou minimisées.

Ce que nous demandons au gouvernement du Québec

Nous demandons au gouvernement du Québec de travailler avec les conseils scolaires et les principaux intervenants pour produire immédiatement du matériel pédagogique supplémentaire. Celui-ci prendra en considération les omissions les plus fragantes contenues dans le nouveau programme. Les précisions du document du programme d'apprentissage et les examens du Ministère devront être mis à jour pour inclure ce matériel.

Cela ne serait qu'une mesure palliative en attendant qu'une consultation publique puisse être organisée pour permettre aux diverses communautés du Québec d'apporter leurs commentaires. L'objectif de cette consultation serait d'élaborer un nouveau programme d'enseignement inclusif avec de nouveaux manuels scolaires et des ressources pédagogiques pour les enseignants.

Références et lectures additionnelles (par ordre chronologique) :

- Gervais, Lisa-Marie. « Enseignement de l'histoire — Bisbille autour d'un comité ministériel » *Le Devoir*. n p., 6 mars 2013. Web. 5 août 2016
- Proulx, Lise, Pierre Beaudoin, Daniel Rouillard, et Sylvain Decelles. « La Réplique »

> « Comité ministériel sur l'enseignement de l'histoire -Pour un enseignement de l'histoire au service de la pensée critique. » *Le Devoir*. N.p., 7 mars 2013. Web. 5 août 2016.

- Cardin, Jean-François. « De la supposée *dé nationalisation* des programmes d'histoire. » *Le Devoir*. n p., 11 mars 2013. Web. 5 août 2016
- Gervais, Lisa-Marie. « Un cours d'histoire trop *orienté* au goût des profs. » *Le Devoir*. n p., 30 novembre 2013. Web. 10 novembre 2016
- Gervais, Lisa-Marie. « Vers un nouveau cours d'histoire nationale au secondaire. » *Le Devoir*. n p., 27 février 2014. Web. 5 août 2016 «
- « Truth and Reconciliation Commission of Canada : Calls To Action. » *Truth and Reconciliation Commission of Canada*. Truth and Reconciliation Commission of Canada, mai 2015. Web. 11 octobre 2016
- Commins, John. « Proposed New Quebec History Course Gives Minorities Short Shrift. » *Montréal Gazette*. n p., 10 mars 2016. Web. 10 novembre 2016
- Shingler, Benjamin. « New Quebec High School History Course Called out for Lack of Diversity. » *CBCnews*. CBC/Radio Canada, 10 mars 2016. Web. 20 septembre 2016
- Shingler, Benjamin. « Minorities, First Nations Should Play Greater Role in Quebec History Course, Critics Say. » *CBCnews*. CBC/Radio Canada, 13 mai 2016. Web. 5 août 2016
- Green, Robert. « Opinion : Quebec's Non-inclusive New History Curriculum Is a Missed Opportunity. » *Montréal Gazette*. n p., 31 mai 2016. Web. 20 septembre 2016
- Cloutier, Patricia. « Un nouveau cours d'histoire qui divise. » *Le Soleil*. n p., 15 août 2016. Web. 10 novembre 2016
- Cardin, Jean-François, Marc-André Ethier, David Lefrançois et Michel P. Trudeau. « Inepties et fossettes concernant l'enseignement de l'histoire. » *La Presse*. n p., 20 août 2016. Web. 11 octobre 2016
- Green, Robert. « Quebec 's Rotten History Curriculum Is Fault of Both PQ and Liberals. » *Ucocht*. n p., 30 août 2016. Web. 20 septembre 2016
- Nadeau, Jessica. « Le nouveau cours d'histoire déplaît aux écoles anglophones. » *Le Devoir*. n p., 5 novembre 2016. Web. 10 novembre 2016

À propos du comité qui a émis cette déclaration

Cette déclaration a été émise par le Comité pour l'amélioration du programme d'histoire au Québec (COMECH-Québec), et un comité spécial créé par l'Association des comités de parents anglais (EPCA), le Réseau québécois du patrimoine anglophone (QAHN) et la Fédération québécoise des associations foyers-écoles (QFHSA)